

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4262 - Jeudi 1er Décembre 2022 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ :

Les retraités exigent une revalorisation de leur pension



AZALI À ANJOUAN

**Une visite aux allures
de précampagne électorale**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

AZALI À ANJOUAN

Une visite aux allures de précampagne électorale

Vingt quatre heures après la condamnation à la perpétuité de l'ancien président Sambi pour « haute trahison », l'actuel locataire de Beït Salam Azali Assoumani a défié ses adversaires politiques en se rendant à Anjouan pour une énième démonstration de force. Ses partisans ont organisé un accueil en grande pompe pour le couple présidentiel et sa forte délégation, arrivés mardi dernier à l'aéroport de Ouani en début de matinée. Une mobilisation voulue populaire, mais perçue comme un acte de provocation par des observateurs.

C'est devenu presque un rituel, à chaque déplacement à Anjouan du chef de l'Etat Azali Assoumani, les partisans du régime organisent un accueil en grande pompe, pour prouver sa popularité dans l'île dont est natif son prédécesseur Ahmed Abdallah Mohamed Sambi. Ce mardi 29 novembre, lendemain du verdict particulièrement lourd rendu par la cour de sûreté de l'Etat contre l'ancien président Sambi, un accueil triomphal prendra tout le monde de court, avec l'ambiance festive qui a

suivi l'atterrissage du vol présidentiel, où on a vu le chef de l'Etat et son épouse danser sur le tarmac au rythme des chants traditionnels.

Accompagné de son gouvernement, le président Azali serait venu inaugurer un bâtiment de la sécurité civile construit à Patsy. Hasard de calendrier ? Les administrations n'ont pas travaillé ce mardi 29 novembre, comme un jour férié. Et pour cause, tous les agents de l'Etat et autres employés des entreprises publiques étaient à l'aéroport d'Ouani pour accueillir le président de la République en visite de 24 heures, au lendemain de la condamnation à la prison à vie de son prédécesseur, celui-là même qui lui avait apporté son soutien non moins décisif pour remporter l'élection présidentielle de 2016. Sur place à Ouani, les agents portent des tricots symbolisant leurs lieux de travail respectifs. Pour les organisateurs, tout ce beau monde se serait déplacé volontiers à l'aéroport pour accueillir « le père de l'émergence », contrairement à ce que propagent leurs détracteurs qui y voient un déplacement sous contrainte ou intéressé.

Un analyste politique indique

que « Azali est un bon stratège. Ses inconditionnels ont financé ce grand accueil pour montrer à l'opinion internationale que la population est fière de la décision de la cour de sûreté de l'Etat ». Le Gnec-Rénové parti de Jaffar Salim Allaoui alias Sarkozy, ministre de la jeunesse et des Sports a commencé à préparer cet accueil des semaines avant l'arrivée du Président. Miroïdi, le patron de la société Onicor a déployé aussi toutes ses forces, pour relever le défi. Les militants et sympathisants de la mouvance présidentielle sont en effervescence. Après cette ambiance, cap vers Patsy pour l'inauguration du nouveau bâtiment de la sécurité civile.

A Patsy, le chef de l'Etat a rappelé l'importance du statut particulier des agents de cette institution. « C'est dans ce sens que j'ai promulgué le Statut particulier du personnel de la Sécurité Civile et que je demande au Gouvernement mais aussi à toutes les institutions concernées, de veiller à ce que toutes les dispositions administratives et réglementaires en suspens, soient prises, pour permettre au COSEP d'accomplir ses missions sereinement », déclare-t-il.



En se référant aux catastrophes naturelles ayant secoué nos îles, fragilisées déjà par son insularité, exposées aux aléas de changement climatique, le président reconnaît le dévouement des agents du COSEP. « L'engagement quotidien du personnel du COSEP, leur constante disponibilité tout comme leurs sacri-

fices méritent, en effet, d'être reconnus à leur juste valeur, et nous allons y veiller pour leur permettre de mieux fonctionner et de porter assistance à notre population, de façon encore plus efficace », ajoute-t-il.

Nabil Jaffar

SOCIÉTÉ

Komor Initiative poursuit ses sessions d'information à Mohéli

des subventions à des organisations qui interviennent dans le champ de la formation, l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes. L'équipe du projet se trouvait à Mohéli lundi 28 novembre dernier pour une réunion d'information avec les organisations de la société civile, entreprises, représentants des collectivités locales et institutions publiques.

C'est à la salle multifonctionnelle de Fomboni ce lundi 28 novembre que Marie ESPÉRANCE la cheffe du projet Komor Initiative et toute son équipe, notamment le coordonnateur du projet Anjouan et Mohéli Abdoulanziz Said Attoumani et le responsable du suivi et évaluation Abdourahmane Daoud, ont tenu la séance d'information sur le lancement de l'appel à pro-

jets. Et ce, après Ngazidja le 24 de ce mois. Ces sessions d'information vont se poursuivre à Anjouan début décembre.

Il s'agit d'encourager une présence sur l'ensemble du territoire national des actions et une mise en réseau des acteurs engagés dans le secteur de l'orientation, formation et insertion, appuyer la pérennisation technique et économique d'actions déjà existantes et promouvoir des solu-

tions d'orientation, de formation et d'insertion innovantes pour le pays. Ce projet intervient dans les secteurs économiques dont l'agriculture, la pêche, l'artisanat, le BTP-génie civil, le tourisme, les transports... etc.

Komor Initiative, pour rappel, est financé par l'AFD et mis en œuvre par l'agence Expertise France en partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la for-

mation et de l'insertion professionnelle dans le cadre du plan de développement France-Comores. Il vise l'insertion socioprofessionnelle durable des jeunes hommes et femmes, par le renforcement de leurs capacités et compétences à travers le renforcement des systèmes de formation professionnelle et la mise en place de dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

Riwad

Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Decembre 2022

Lever du soleil:

05h 33mn

Coucher du soleil:

18h 19mn

Fadjr : 04h 17mn

Dhouhr : 11h 59mn

Ansr : 15h 34mn

Maghrib : 18h 22mn

Incha : 19h 36mn



NATIONS
UNIES
COMORES

AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) Coordonnateur (ice) National (e) du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien », NPSA 11

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir du lien ci-dessous :

* Poste de Coordonnateur (ice) National (e) du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien », NPSA11

*https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/7252

Date de début de Publication : 28 novembre 2022
Date limite dépôt des candidatures : 11 décembre 2022

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.

- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.

- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

SOCIÉTÉ :

Les retraités exigent une revalorisation de leur pension

Après un mois d'attente, le collectif des retraités a tenu un sit-in pour réclamer leurs droits. Ces hommes et femmes qui ont servi dignement le pays exigent le règlement des impayés de leur pension, la régularité et la revalorisation de la pension.

Le gouvernement a de quoi à se faire des cheveux gris. C'était en tout cas la couleur capillaire dominante de ceux et celles qui se sont rendus hier mercredi 30 novembre, au siège de la Caisse de retraite en réponse de l'appel à

une mobilisation pour revendiquer leurs droits. Déclenché le 04 octobre dernier, le mouvement social des retraités se poursuit. Des promesses non tenues, des rêves brisés, ces derniers haussent le ton. Ils exigent le règlement des arriérés d'impayés de leur pension, la régularité des paiements mensuels et la revalorisation de la pension minimale. Vent debout, major Zalhata Mohamed explique : « trop, c'est trop. Nous sommes là, pour parler de nos droits les plus légitimes. Nous réclamons nos pensions, nous exigeons d'être payés en même temps que les fonc-

tionnaires actifs. Pourquoi ont-ils d'avancement et pourquoi pas nous ? Nous voulons la valorisation de nos pensions », lance-t-elle.

C'est inadmissible voire même indécent qu'en 2022 un retraité perçoive un montant dérisoire de 13.000 KMF, c'est même pas le prix d'un sac de riz. Il est temps que ce minimum vital passe à 50.000 ou 60.000 KMF. L'arnaque doit prendre fin au niveau de la Caisse de retraite ». Lors de son intervention, elle n'a pas manqué de soulever la question très importante relative aux femmes retraités. « Ces femmes,

une fois décédées, leurs enfants ne bénéficient pas de leurs pensions et pourtant elles ont cotisé. C'est une injustice criante à notre égard », a-t-elle fustigé.

Andjib Ali Saïd, ancien inspecteur général des finances est revenue sur les promesses faites par le gouvernement. Les échanges n'ont pas encore porté leurs fruits. « Les promesses sont toujours en attente. Les engagements n'ont pas abouti. Aujourd'hui même, le ministre premier qui assurait l'intérim du président lors de notre rencontre ne répond plus à nos appels », déplore-

t-il. Notons que les retraités avaient réclamé une loi qui garantisse la survie du retraité en instituant le « minimum vital » des pensions quelle que soit sa situation, ses cotisations, sa situation au niveau des administrations, le paiement de la pension en même temps que les fonctionnaires, la régularisation des arriérés. Des revendications légitimes à leurs yeux, compte tenu de l'inflation galopante et de la précarité qui gagne de larges couches sociales.

Andjouza Abouheir

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES :

Les acquis des acteurs clés évalués

Durant trois jours, les facilitateurs vont évaluer, vérifier les acquis de la formation initiale des acteurs nationaux sur les outils standardisés et adaptés au contexte national pour l'identification et la prise en charge des cas de traite de personnes. Organisée par l'OIM, cette formation fera l'objet des cas pratiques et d'échanges d'expériences.

Une trentaine d'acteurs composée du ministère de l'intérieur, de la brigade mixte, du service d'écoute, etc, sont actuellement en formation de trois jours à Moroni (du 29 novembre au 01 décembre). Organisée par l'Organisation internationale des migrations (OIM) dans le cadre du projet « amélioration des capacités de référencement et de prise en charge des cas de traite de personnes aux Comores », cet atelier a pour but d'évaluer et de vérifier les acquis de la formation initiale des acteurs nationaux sur les outils standardisés

et adoptés au contexte national pour l'identification et la prise en charge des cas de traite de personnes aux Comores. Cette formation s'inscrit dans le cadre du projet de la sous-région pour améliorer les capacités de référencement et de prise en charge des cas de traite de personnes aux Comores et à Maurice, d'une durée de 24 mois. Ce dernier est financé par le bureau de suivi et de lutte contre la traite des personnes du département d'Etat américain afin de contribuer aux efforts des gouvernements comorien et de la société civile comorienne pour lutter contre la traite des personnes, en améliorant les capacités de référencement et de prise en charge des cas.

La cheffe du bureau de l'OIM Sonia Rosi a expliqué que cette formation est une suite logique de la formation d'octobre 2021 et de la formation faite à l'endroit de la brigade mixte mise en place par le ministère de l'intérieur en mars dernier. La formation avait pour but de former les participants sur des outils



et sur les techniques d'auditions de victimes de traite. Un an après, cette formation a pour but de jauger les acquis. « Nous n'avons pas mis en place cette formation tout simplement pour évaluer mais un travail de terrain a été fait pour évaluer les lacunes. On va voir s'ils ont pu identifier des victimes, etc. Et c'est suite à cette enquête que le programme du complément et d'évaluation

est mis en œuvre », a-t-elle expliqué, avant d'ajouter que « cette formation de trois jours va permettre de combler les vides de la première formation, l'utilisation des outils et approfondir les connaissances à savoir les compléments sur l'aspect juridique, l'audition des victimes et la participation d'un psychologue pour montrer les subtilités de prise en charge ».

Rappelons que la finalité de cette formation est le partage de connaissances. La première formation a fait ses preuves et aujourd'hui le pays est à 23 cas de traite nationale et transnationale identifiés. C'est en grande partie grâce à la formation.

Andjouza Abouheir

AGRICULTURE

Un don de 80 000 lianes de vanille en faveur des agriculteurs



Le ministère de l'agriculture à travers le projet PIDC a lancé lundi dernier des opérations de distribution de lianes de vanille en faveur des producteurs impactés par la sécheresse. A noter que 80 000 lianes seront distribuées au niveau national, dont 50 000 à Ngazidja, 20 000 à Ndzuani et 10 000 à Mwali.

En cette période de sécheresse provoquée par un soleil de Zénith, les cultivateurs ont perdu une grosse partie de leur plantation de vanille. Le ministère en charge de la production s'est engagé en se procurant des lianes de vanille pour venir en aide aux cultivateurs. Une cérémonie de distribution a été organisée le 28 novembre dernier. Une occasion que n'a pas

manquée le ministre de la production, Houmed Msaïdié. « C'est une initiative du projet des chaînes des valeurs (PIDC) qui vise à améliorer les secteurs de l'agriculture et du tourisme. Pour l'agriculture, il s'agit d'améliorer le maraîchage puis la production, c'est d'appuyer l'élevage et les produits laitiers », avance-t-il.

Le projet va appuyer les cultivateurs en leur offrant 80 000 lianes de vanille dont 50.000 à Ngazidja, 20.000 à Anjouan et 10.000 à Mwali. Lundi c'était uniquement pour les cultivateurs de Bambao et Hambou. Le ministre a assuré à la presse que l'opération va se poursuivre au niveau des régions et les autres îles dans les prochains jours. Après la distribution des lianes, Amerdine Ibrahim, cultivateur de

Djoumoichongo, a salué l'initiative tout en montrant que toute sa plantation était en crise et que l'aide du ministère lui est vraiment cruciale pour poursuivre ses travaux quotidiens de champêtre.

Le directeur des stratégies M. Fouad a expliqué que le ministère ne cesse de fournir des efforts pour accompagner et développer le secteur agricole du pays. Et que d'autres projets sont en cours pour accompagner l'agriculture. Pour rappel, le projet PIDC est un projet mis en œuvre par le ministère en charge de l'agriculture et financé par la Banque Mondiale, œuvrant pour l'agriculture, le tourisme et des secteurs connexes (transport, logistique et NTICs)

Kamal Gamal

SPORT :

Des gants pour 9 clubs de boxe à Ngazidja

La fédération de boxe a distribué ce mardi 29 novembre 2022, des gants de boxe aux 9 clubs de Ngazidja. La cérémonie a eu lieu au siège du COSIC en présence du secrétaire général.

Chaque geste est important. C'est dans cette optique que la fédération comorienne de boxe a distribué pour la première fois depuis sa création des gants de boxe aux 9 clubs de Ngazidja. Selon son président Mohamed Abdou Mbechezi, ce n'est qu'un petit geste qui ouvre une porte à de grandes opportunités. « Aujourd'hui c'est pour les 9 clubs dont sept de Mbandjini et deux de Hambou. Après ça sera pour les clubs du centre et les autres îles. Nous voulons que la boxe soit un sport populaire et qu'elle s'ouvre vers la région et à l'international », a déclaré le président de la FCB, Mohamed Mbechezi. « Cette discipline doit se réveiller. Il faut rehausser le niveau de la boxe, avec de surcroît des clubs. Acceptons que la boxe comorienne à un niveau très bas. Nous allons faire en sorte d'améliorer les clubs par des formations et c'est ce que nous sommes en train de faire », poursuit-il.

A rappeler que depuis mainte-



nant cinq ans, la fédération comorienne de boxe n'a pas organisé une compétition. Une chose que le nouveau bureau pense changer. Il envisage organiser des compétitions dans les jours à venir. « Nous nous préparons à lancer le championnat de boxe et organiser en 2023 une

compétition régionale. Sur ce, il faut une forte mobilisation de tout le monde. Au delà du bureau mais, chaque club est censé apporter son soutien », annonce-t-il. Et d'ajouter : « Nous sommes en contact avec les fédérations régionales et on a pu discuter sur le sujet ». De son côté,

le secrétaire général du COSIC (Comité olympique national) Hilmy Aboud Said a montré sa détermination pour apporter son soutien aux clubs, que ce soit la boxe, la pétanque, le tennis ou les autres disciplines.

Nassuf Ben Amad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



PROJET AFIDEV

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : marché public de services.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHE : L'étude porte sur l'élaboration des outils cartographiques du projet AFIDEV.

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES : L'autorité contractante n'impose pas aux candidats de niveaux minimaux de capacité.

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur la Qualité et le Coût :20% pour le prix des prestations et 80% pour la valeur technique de l'offre.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit et peut être obtenu en envoyant une demande à Log.comores@expertisefrance.frou en le téléchargeant sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2129741>

&orgAcronyme=s2d dont la référence sur la plateforme PLACE est: 22-MAPA-S082

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée par mail à Log.comores@expertisefrance.frou plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au 30 décembre 2022 à 17H (Heure de Moroni) ou 15H (heure de Paris).

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

CJSOI

Volet jeunesse l'inconnu dans la maison

Si durant les 12e jeux de la CJSOI, la majeure partie des activités sera composée de compétitions sportives, le volet jeunesse sera bel et bien présent.

Le volet jeunesse des jeux des jeunes de l'océan indien est composé de deux disciplines, l'assemblée des jeunes et le spectacle musical, moins connu, ce volet fait partie intégrante des jeux. Comme toute compétition, il a ses règles et devoirs à respecter pour tous les participants.

Cette année, un nouveau concours appelé E-Sport fait son entrée dans le cadre de ces jeux. « Pour la première fois, les concours culturels qui est la nouvelle formule du volet jeunesse comprendra une activité compétitive, l'Esport au même titre que les compétitions sportives », comme stipulé dans le document de synthèse sorti par la direction de la jeunesse du ministère de l'Autonomisation de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de Maurice.

Absents sur l'Esport, les jeunes comoriens vont prendre part aux deux autres disciplines à savoir l'assemblée des jeunes et le spectacle musical. Sur le spectacle musical, 8 jeunes et un encadreur prendront



Volet jeunesse Jeux des Iles OI.

part au concours. « Cette activité se déroulera sous forme d'expression théâtrale et musicale devant un public », avance-t-il. La composition de l'équipe sera répartie selon la règle de la parité, filles et gar-

çons, c'est-à-dire 4 filles et 4 garçons. Pour mieux se préparer durant la compétition, chaque équipe aura la chance de s'entraîner dans les conditions du réel. « Pour la répétition finale précédant le

spectacle musical, chaque pays pourra avoir une séance de répétition sur la scène avec les techniciens, la régie et les autres supports techniques y relatifs aux besoins du pays », précise-t-il. Le Comité

organisateur mettra à la disposition des équipes le matériel nécessaire. « Le comité organisateur mettra à disposition de chaque pays les éléments adéquats pour les besoins techniques tels que sons et lumières », souligne-t-il.

Quant à l'assemblée des jeunes, c'est sous forme de table ronde que la compétition se déroulera. « Cette activité se déroulera sous forme de table ronde, chaque pays à tour de rôle aura droit à la parole et les jeunes partageront leurs recherches et études effectuées sur le thème retenu pour le concours culturel. « Pour ce concours seul, la langue française fera foi. Les jeunes de chaque pays doivent s'exprimer clairement et couramment sur le sujet en français », montre-t-il. Côté comorien, ce sont deux jeunes qui défendent le drapeau lors de ce concours. Sous la direction de Mme Ahmed Roukia, ces jeunes s'entraînent tous les jours pour être prêts le jour J. Ces jeunes parlementaires en herbe peaufinent leur verbe pour ne pas vaciller au moment de monter sur le plateau pour la défense de leur thème.

AS Badraoui



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi, du Travail, des Sports, des Arts et de la Culture

Direction Générale de la Maison de l'emploi

Projet FACILITE EMPLOI

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF (VE) A L'UNITE DE GESTION DU PROJET FACILITE EMPLOI

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Facilité emploi, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) dont la maîtrise d'ouvrage du projet est confiée au Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi, du Travail, des Sports, des arts et de la Culture/la Maison de l'Emploi, le Ministère de l'Emploi à travers l'Unité de Gestion du Projet (UGP) Facilité Emploi cherche à recruter **un (e) assistant(e) administratif (ve)**.

La finalité du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté en appuyant la création et la consolidation d'activités professionnelles des populations rurales vulnérables, à l'aide d'initiatives portées par des organisations de la société civile. Les objectifs principaux de la Facilité sont (1) l'amélioration des revenus de la population rurale en réduisant la dépendance alimentaire vis-à-vis des importations ; 2) le développement d'une activité professionnelle durable, individuelle ou salariée, en structurant une offre de services en milieu rural.

Le/la candidat (e) retenu (e) bénéficiera d'un contrat d'une **durée de quatre (04) mois non renouvelables**.

Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordinateur du Projet (1 page maximum) ;
- un CV détaillé avec photo récente ;
- photocopies des diplômes et autres documents démontrant les aptitudes/qualifications du candidat /permis de conduire le cas échéant
- au moins 3 références (noms/prénoms, positions, numéros de téléphone et e-mail).

Les candidat (e)s intéressé (e)s sont prié (e)s de prendre connaissance des termes de référence complets relatifs à ce poste à l'adresse ci-dessous. **Secretariat.faciliteemploi@gmail.com**.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse ci-dessus, **au plus tard le mardi 13 décembre 2022 à 16h** à l'attention de Monsieur Hassani MALIK, Coordinateur du Projet FACILITE EMPLOI,

Tout dossier incomplet ou arrivé après la date et l'heure indiquée ci-dessus sera écarté



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

الاتحاد القمري لكرة القدم

B.P 2504 – Tel : 763 26 66 Fax : 773 85 26 / 773 32 36 E-mail : ffc@fedcomfoot.com www.fedcomfoot.com

SECRETARIAT GENERAL

Lancement d'une Consultation pour des études pour le Projet de Réhabilitation du (des)Stade (s) de :

**-Hombo-Mutsamudu
-Moroni Baumer
-Mitsamiouli (Said Mohamed Cheikh)**

Avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Référence : 22/003/004/005/FFC

Source de financement : Projet FIFA Foundation de la FIFA

1. La Fédération de Football des Comores (FFC) a reçu des fonds dans le cadre du programme de Développement « FIFA Foundation » de la Fédération Internationale de Football Associations (FIFA) pour une réhabilitation de 3 stades. Elle utilisera une partie de ces fonds alloués pour financer les études comprenant l'APS, l'APD, le DAO et un plan de suivi du chantier pour les Projets de Réhabilitation des stades de Hombo-Mutsamudu pour Ndzouani, du stade de Moroni-Baumer et celui de Mitsamiouli (Said Mohamed Cheikh) pour Ngazidja.

2. Les services prévus au titre de ce contrat sont :

- Faire un diagnostic de l'état du lieu et proposer une architecture ;
- Faire les études et présenter une APS (Avant-projet Sommaire) réactualisé et le faire valider ;
- Faire une APD (Avant-projet Détaillée), plans d'exécution et devis estimatif confidentiel y compris sa validation ;
- Proposer un DAO et le faire valider pour son lancement ;
- Assister l'ouverture et analyse des offres et adjudication ;
- Proposer un plan de suivi de la mise en œuvre du projet.

3. La Fédération de Football des

Comores invite les candidats à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Cet appel à manifestations d'intérêt s'adresse aux bureaux d'Études agréés suivant le tableau au point 7.

Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement (au risque d'être éliminé).

Si le candidat est constitué en groupement, la manifestation d'intérêt doit inclure une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres.

4. Les candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

La pertinence des manifestations d'intérêt sera examinée au regard des critères suivants :

- Etre un bureau d'études agréé, avec un personnel qualifié en matière d'ingénierie civile ;
- Disposer d'une solide expérience dans la

réalisation d'Études d'ingénierie civile ;

- Avoir une expérience en matière de conception, d'études techniques, et de suivi des projets similaires (ampleur, nature des services) ;

- Fournir des références techniques accompagnées d'attestations de bonne exécution : une candidature ne répondant pas à l'une quelconques de ces exigences sera écartée ;

5. Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française doivent contenir les documents ci-dessous :

- a) La lettre de manifestation d'intérêt signée par le candidat ou le représentant du groupement ;
- b) Une copie de l'accord de groupement si le candidat est constitué en groupement ;
- c) La présentation du candidat (son existence légale, organigramme, personnel) ;
- d) Les références techniques du candidat (accompagnées d'attestations de bonne exécution) ;

La Fédération de Football des Comores lance et adresse publiquement pour les cabinets comoriens la demande de propositions (DP) pour la réalisation des services requis.

6. Tous les consultants nationaux sont concernés par la présente consultation.

7. Ils peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, les jours ouvrables de 08 :00 à 14 :30 du lundi au jeudi et de 08 :00 à 11 :00 les vendredi et samedi à compter du 1er décembre 2022.

8. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus, au plus tard le 15 décembre 2022 à 12 : 00 (heure des Comores) et porter expressément la mention :

« Recrutement d'un bureau ou cabinet d'études pour le Projet de Réhabilitation du (des)Stade (s) soit (ou l'ensemble) :

- de Hombo-Mutsamudu, Ndzouani
- de Moroni-Baumer Ngazidja
- de Mitsamiouli (said Mohamed Cheikh)

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Fédération de Football des Comores
A l'attention de M. Le Secrétaire Général de la FFC
BP. 2504 Moroni Oasis Route d'Itsandra Moroni, Comores
Email : ffc@fedcomfoot.com
Copie : projectmanager@fedcomfoot.com



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

الاتحاد القمري لكرة القدم

B.P 2504 – Tel : 763 26 66 Fax : 773 85 26 / 773 32 36 E-mail : ffc@fedcomfoot.com www.fedcomfoot.com

SECRETARIAT GENERAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DU FOOTBALL FEMININ

La Fédération de Football des Comores a reçu un financement de la Fédération Internationale de Football Amateur (FIFA) pour financer le coût d'achat des équipements sportifs du football féminin, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre de cet achat groupé en un seul lot :

- Des chaussures (37, 38, 39, 40, 41,42, semelle 100% polyuréthane extérieur, intérieur 100% polyester coussinet)
- Des ballons (de taille 5, coque extérieure 100% en polyuréthane, poche 100% caoutchouc styrène butadiène latex, 30% polyester partie intérieure, tissu principal 100% polyester)
- Des maillots et shorts, maillots des gardiennes (M, L, XL, tissu principal 100% polyester)
- Des chaussettes (98% polyester, 1% élasthanne, 1% polyamide)

- Des gants de gardiennes (taille 6, 7, mousse 90% éthylène acétate de vynil, 10% polyester tissu principal, 100% polyester coussinet)
- Des chasubles (100% polyester)
- Des collants ou sous-vêtements (tissu principal 63% polyester, 30% polyamide et 7% élasthanne)
- Des brassards pour capitaines
- Des protège-tibias (100% polyuréthane)
- Des panneaux de changement électroniques (standards)
- Des cartons jaunes et rouges (standards)
- Des chronomètres (standard)
- Des sifflets (FOX 40)
- Des drapeaux des officiels (standards)
- Des coupelles (structure 100% polyéthylène base, 100% acier)
- Des échelles d'entraînement (cadre/châssis 100% polypropylène, sangle 100% polypropylène, bouclerie 100% laiton)

- Des haies (tissu principal 100% polypropylène)
- Des plots (structure 100% polyéthylène)

Objectif :

Achat et livraison des équipements sportifs des clubs et officielles féminins en un (1) seul lot, tels que décrits dans les spécifications techniques (à retirer en version électronique auprès de la Fédération de Football des Comores).

Les soumissionnaires peuvent obtenir des informations complémentaires à la Fédération de Football des Comores sise à Oasis ou se procurer des termes de référence par mail en demandant à l'adresse suivante projectmanager@fedcomfoot.com les jours et horaires ouvrables du 30 novembre au 15 décembre 2022 à 12h00.

Les manifestations d'intérêt, constituées :

- i) d'une lettre de motivation,
- ii) des cotations des équipements (ou des propositions financières) et
- iii) des documents commerciaux admis en Union des Comores....

Doivent être déposées au secrétariat de la Fédération de Football des Comores, au plus tard le **Jeudi 15 décembre 2022 à 12 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores**, (avec la mention **Achat des équipements sportifs des équipes féminines**),

À l'attention de :
Monsieur le Secrétaire Général de la FFC,
Fédération de Football des Comores
Sise à Oasis Moroni, Comores-
Route Oasis, BP. 2504 Moroni - Tel :
(+269) 763 26 66